



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHU Hôpitaux de Bordeaux

Direction des Travaux
12 Rue Dubernat
33400 Talence

Références : 26-0118
Code AIOT : 0005200579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement CHU Hôpitaux de Bordeaux implanté Place Amélie Raba-Léon 33000 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est effectuée dans le cadre de l'action nationale sur les moyennes installations de combustion, de 5 à 50 MW.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHU Hôpitaux de Bordeaux
- Place Amélie Raba-Léon 33000 Bordeaux

- Code AIOT : 0005200579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre hospitalier de Pellegrin, dépendant du CHU de Bordeaux, est soumis à la réglementation des installations classées (ICPE) pour ses installations de chaufferies, groupes électrogènes de secours, tours aéroréfrigérantes (TAR) et le traitement et développement des surfaces photosensibles.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 10 février 1999, modifié par l'arrêté du 9 février 2009.

L'inspection du jour avait pour objectif de réaliser un contrôle des installations de combustion du site, dans le cadre de l'action nationale portant sur ce thème.

Enfin, il est précisé que si l'exploitant au titre des ICPE reste le CHU, l'exploitation technique des installations contrôlées lors de l'inspection a été confiée à différentes sociétés :

- Fauché pour la "centrale électrique" : les groupes électrogènes de secours de l'hôpital,
- Dalkia pour la "centrale thermique" : les chaudières de l'hôpital.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R.515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle du combustible admis sur site	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8 et 50	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Appareils destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-II E	Demande d'action corrective	1 mois
6	VLE - Chaudières - Centrale thermique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57 à 62 et Arrêté préfectoral du 10/02/1999, Article 12.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mesure périodique et Surveillance -	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III et IV et 76	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Centrale thermique			
9	Modification du site – Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/02/1999, article 1.1, 30.2 et L.181-14, R.181-46 du code de l'environnement	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement ICPE en lien avec le combustible admis	Code de l'environnement du 21/11/2025, article Annexe à l'article R511-9	Sans objet
5	Mesure périodique pour les appareils < 500 h/an - Centrale électrique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 80 et Arrêté préfectoral du 10/02/1999, Article 12.2.3	Sans objet
8	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de combustion du site sont globalement bien exploitées, aux remarques près formulées dans la suite du présent rapport.

Comme constaté lors des précédentes inspections, la situation administrative du site a considérablement évolué depuis l'arrêté d'autorisation du 10 février 1999.

Un porter à connaissance de modifications reste à transmettre par l'exploitant afin d'actualiser cette situation administrative et détailler la conformité des installations au regard des dispositions ministérielles applicables à l'établissement.

En cas de non-transmission de ces éléments dans les délais prévus, des suites administratives pourraient être proposées au Préfet de Gironde.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R.515-115 et R.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L.512-1, L.512-7 et L.512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R.515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R.515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R.515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Il a été constaté que les installations de l'exploitant n'étaient pas renseignées dans le recueil des données concernant les installations moyennes de combustion, consulté le 20 novembre 2025,

disponible au lien suivant (liste mise à jour tous les mois) :
https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant procède, sous un mois, à la déclaration de ses installations sur le site internet suivant :
https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Classement ICPE en lien avec le combustible admis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2025, article Annexe à l'article R511-9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A, 2910-B1 ou 2910-B2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées :</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A -3)
<p>Constats :</p> <p>Selon l'arrêté d'autorisation du 10 février 1999, les installations de combustion du site sont classées en deux groupes distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la centrale électrique, composée de 6 groupes électrogènes (3 fonctionnant en "EJP"

[effacement des jours de pointe] et 3 de secours) alimentés au fioul domestique pour une puissance thermique de 21,87 MW (3 x 4.7 MW + 3 x 2,59 MW) ;

- la centrale thermique, composée de 1 chaudière fonctionnant au gaz naturel, et 4 chaudières fonctionnant au fioul pour une puissance thermique nominale de 21,4 MW (selon l'arrêté complémentaire du 9 février 2009, seul 2 appareils peuvent fonctionner simultanément).

Il est à noter que le site a connu plusieurs modifications de ses installations depuis cet arrêté (point déjà constaté lors de la dernière inspection - cf point de contrôle n° 9 ci-dessous) et les installations du site sont aujourd'hui composés de :

- la centrale électrique, composée désormais de 5 groupes électrogènes de secours alimentés au fioul domestique pour une puissance totale de 22, 978 MW ;
- la centrale thermique, composée de 4 chaudières (chaudière n°1 arrêtée et retirée du site) fonctionnant au gaz naturel, avec la possibilité pour certaines d'entre elles d'être alimentées en fioul domestique en cas de coupure de gaz pour une puissance totale de 21,6 MW (l'exploitant a confirmé que la limitation de deux appareils maximum fonctionnant simultanément était toujours appliquée).

Les combustibles de l'installation telle qu'elle est exploitée aujourd'hui sont le gaz naturel et le fioul domestique, tous deux classés en 2910-A.

La vérification des plaques des différents appareils de combustion lors de l'inspection a permis de constater que les puissances thermiques de ces appareils sont bien celles indiquées par l'exploitant dans le dernier audit qu'il a fait réaliser en 2023 et qu'il a présenté lors de l'inspection du jour. Il est cependant précisé que ces puissances ne sont plus en cohérence avec la situation administrative en vigueur fixée dans l'arrêté d'autorisation du 10 février 1999. Ce point sur les modifications est abordé au point de contrôle n°9 ci-dessous.

En revanche, les combustibles admis sur le site sont bien cohérents par rapport à ceux prévus par l'arrêté du 10 février 1999, à l'exception du fioul lourd mentionné pour les chaudières et remplacé aujourd'hui par du fioul domestique.

En conclusion le classement du site selon la rubrique 2910-A reste correct et le régime d'enregistrement inchangé, mais les caractéristiques de l'installation de combustion seront à actualiser comme détaillé au point de contrôle n°9 ci dessous.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle du combustible admis sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8 et 50

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du combustible

Prescription contrôlée :

Article 8 : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;

- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Article 50 :

[...] En cas d'utilisation de combustibles liquides, les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures à moins qu'ils soient gérés comme des déchets. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les différents combustibles utilisés pour ces installations : le gaz naturel et le fioul domestique.

S'agissant du gaz naturel, sa livraison est effectuée via un poste de détente. S'agissant du fioul domestique, il est stocké dans différentes cuves disposées en sous sol de l'installation. Il est à noter que l'une de ces cuves est condamnée et est dédiée à la rétention en cas de déversement accidentel tel que détaillé ci après.

La livraison de fioul domestique est assurée via une aire de dépotage qui a été visitée lors de l'inspection. Il a été noté que cette aire de dépotage présente une zone de stationnement pour l'engin chargé de la livraison, et une procédure dédiée est affichée sur la zone pour décrire les opérations à réaliser.

Par ailleurs, lors du dépotage, la consigne spécifie de fermer la vanne d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales et ouvrir la vanne de la cuve condamnée afin qu'en cas de déversement accidentel, celui-ci soit redirigé vers cette cuve. L'exploitant a précisé que dans ce cas, les eaux collectées dans ladite cuve étaient ensuite traitées en tant que déchet et évacuées comme tel.

Il n'a pu en revanche être vérifié lors de l'inspection la présence d'un séparateur d'hydrocarbures pour l'évacuation des eaux de lavage de cette zone ou les eaux de ruissellement.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirme la présence d'un séparateur d'hydrocarbures au droit de l'évacuation des eaux de la zone de dépotage et justifie de l'entretien de ce système (via la transmission du dernier bordereau d'évacuation de déchets notamment).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Appareils destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-II E
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'application des VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé que les groupes électrogènes du site sont destinés uniquement à secourir l'alimentation électrique du site et ne sont plus utilisés pour l'effacement des jours de pointe (EJP) tel que prévu par l'arrêté du 10 février 1999. Compte tenu de son statut d'établissement hospitalier, le site réalise régulièrement des essais de fonctionnement de ces groupes. Il a été indiqué que les heures de fonctionnement de ces différents groupes étaient relevées à chaque mise en fonctionnement, notamment dans le cadre des essais réalisés. L'inspection a noté que ce relevé ne permet pas une vérification par lecture directe du nombre d'heures d'exploitation annuel, mais le calcul sur l'année 2024 a montré que les groupes ont fonctionné environ 20 heures et la durée de fonctionnement est donc bien inférieure aux 500 heures prévues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un relevé annuel des heures d'exploitation des groupes électrogènes qui permette la vérification directe du respect des 500 heures maximales de fonctionnement annuel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mesure périodique pour les appareils < 500 h/an - Centrale électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 80 et Arrêté préfectoral du 10/02/1999, Article 12.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire appareil < 500 h/an
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 80 de l'AM du 3 août 2018: Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW, • toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW. <p>La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>Article 12.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 février 1999: L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé [...], une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières campagnes de mesures réalisées sur les groupes électrogènes ont eu lieu en octobre 2024 et en juin 2021.</p> <p>La périodicité prévue par l'arrêté préfectoral est bien respectée.</p> <p>Cette périodicité pourra être allégée dans le cadre du porter à connaissance qui sera à déposer par l'exploitant (voir point de contrôle 9 ci-après), étant donné le faible temps de fonctionnement annuel des groupes électrogènes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE - Chaudières - Centrale thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57 à 62 et Arrêté préfectoral du 10/02/1999, Article 12.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence et VLE applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 57 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Article 58 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.

I. a) Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et **jusqu'au 31 décembre 2024** ; [...]

Combustible	Puissance	SO ₂	NOx	Poussières
F i o u l domestique	20 ≤ P	-	150 (9)	-
Gaz naturel, Biométhane	20 ≤ P	-	100 (21)	-

Renvois :

[...] (9) : Installation dont l'enregistrement initial a été accordé avant le 27 novembre 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de 5 ans.

Une partie d'installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de 5 ans peut être soumise à cette valeur limite qui reste déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion : NOx : 300

[...] (21) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010 NOx : 120

[...] III - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er

janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;; [...]

Combustible	Puissance	SO ₂	NOx	Poussières	CO
F i o u l domestique	20 ≤ P	-	150 (3)	-	100
Gaz naturel, Biométhane	20 ≤ P	-	100 (5)	-	100

Renvois :

[...] (3) : Installation qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an: Valeur limite d'émission (mg/Nm³) : NOx : 200

[...] (5) : Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010 : Valeur limite d'émission (mg/Nm³) : NOx : 120

Arrêté préfectoral du 10 février 1999, Article 12.1.1 :

a) Concentrations maximales autorisées

	combustible liquide	combustible gazeux
poussières (mg/Nm ³)	50	5
SO ₂ (mg/Nm ³)	1700	35
NOX (mg/Nm ³)	450	350

Nota Bene : en cas de présence de valeurs limites dans l'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral, la valeur limite applicable est la plus restrictive des deux.

Constats :

Les valeurs mesurées sont converties aux conditions normales de pression et de température évoquée ci-dessus. Elles sont par ailleurs corrigées à une teneur en oxygène à 3% s'agissant des chaudières et à 15% s'agissant des groupes électrogènes du site.

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle des rejets des chaudières réalisé le 10 janvier 2024 qui fait apparaître les valeurs suivantes :

Paramètre	Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3	Chaudière 4	Chaudière 5
-----------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Vitesse	P a s d e m e s u r e	P a s d e m e s u r e	9,6 m/s	10,2 m/s	12,8 m/s
Combustible	P a s d e m e s u r e	P a s d e m e s u r e	Gaz	Gaz	Gaz
Poussières	P a s d e m e s u r e	P a s d e m e s u r e	1,50 mg/Nm3	3,20 mg/Nm3	2,2 mg/Nm3
Oxyde de soufre (SO2)	P a s d e m e s u r e	P a s d e m e s u r e	0,09 mg/Nm3	2,90	19,7 mg/Nm3
O x y d e s d'azote (NOx o u équivalent NO2)	P a s d e m e s u r e	P a s d e m e s u r e	1 6 1 , 0 0 m g / N m 3	8 3 , 7 0 m g / N m 3	162 mg/Nm3
Monoxyde de carbone (CO)	P a s d e m e s u r e	P a s d e m e s u r e	0 mg/Nm3	0 mg/Nm3	0 mg/Nm3

Comme précisé ci-dessus au point de contrôle n°2, la chaudière n°1 du site a été retirée du site, ce qui justifie l'absence de mesure.

La chaudière 2 est affichée comme étant en panne dans le rapport de contrôle et n'a donc pas fait l'objet de mesures. Ce point est cependant une non conformité car la périodicité de mesures n'est pas respectée (cf point de contrôle n°7 ci-après). De même, aucune mesure avec le combustible "fioul domestique" n'a été réalisée.

Enfin, il est constaté un dépassement pour la valeur limite en oxydes d'azote imposée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour les chaudières 3 et 4 (5?), que l'exploitant ne pouvait expliquer lors de l'inspection en raison de l'ancienneté de ces mesures. (nota : la valeur limite en oxydes d'azotes applicable à la mesure, réalisée en 2024, est de 120 mg/Nm3 comment mentionné ci-dessus). Cette non-conformité n'avait pas été identifiée lors du contrôle, la VLE prise en référence étant erronée.

Le non respect des périodicités de mesures est abordé au point de contrôle suivant. S'agissant des dépassements de valeurs limites, qui sont des non conformités à l'arrêté ministériel et qui n'avait pas été mentionnées dans le rapport de mesures, il a été rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer de la bonne prise en compte des différentes valeurs limites, et de tracer les actions mises en œuvre au moment du constat de dépassement afin de pouvoir en rendre compte postérieurement le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- s'assure de la bonne prise en compte des valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel applicable à l'installation par le laboratoire de contrôle réalisant la mesure;
- veille à consigner les actions mises en œuvre lors des dépassements afin de pouvoir en rendre compte *a posteriori* quand c'est nécessaire;
- définit des actions à mettre en œuvre afin de respecter la valeur limite en oxydes d'azote.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Mesure périodique et Surveillance - Centrale thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74-III et IV et 76

Thème(s) : Actions nationales 2025, Programme de surveillance et réalisation des contrôles réglementaires

Prescription contrôlée :

Article 74 :

III. - Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 (arrêté E) ou 30 (arrêté A MCP) est applicable.

IV. - Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.

Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Article 76 :

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale

totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;

- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.

Article 12.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 février 1999:

Les concentrations dans le rejet de dioxyde de soufre (SO2), de monoxyde d'azote (CO), de poussières et d'oxygène (O2) sont mesurées trimestriellement par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement.

Constats :

Les dernières mesures réalisées sur les chaudières du site sont celles reprises au point de contrôle n°6, datant de janvier 2024. Par ailleurs, ces mesures n'ont pas concerné l'ensemble des chaudières du site et l'ensemble des combustibles susceptibles d'être utilisés (pas de mesures sur le fonctionnement fioul domestique). L'exploitant a précisé que les chaudières avaient fonctionné au fioul uniquement pour les essais sur l'année 2025 et qu'il en était sans doute de même en 2024.

L'exploitant a indiqué que l'absence de mesures périodiques en 2025 était liée au changement de société qui met en œuvre les chaudières du site et est chargée du suivi des mesures périodiques début 2025 qui a retardé la mesure qui n'a pas pu être réalisée avant l'arrêt des chaudières lors de la période estivale. Cette société a indiqué lors de l'inspection que les mesures étaient planifiées en décembre 2025.

L'inspection a rappelé que la périodicité trimestrielle prévue par l'arrêté préfectoral restait applicable pendant les périodes où les chaudières sont en fonctionnement. De la même manière, il convient de s'assurer que l'ensemble des chaudières du site fassent l'objet de ces mesures, avec l'ensemble des combustibles pouvant être mis en œuvre dans l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant:

- réalise les mesures périodiques à la fréquence prévue par l'arrêté préfectoral sur l'ensemble des chaudières du site.
- veille à réaliser les mesures sur le fonctionnement avec du fioul domestique lors des essais réalisés sur ces appareils, afin d'éviter le démarrage d'appareils de combustion uniquement pour la mesure
- transmet le rapport de mesures 2025 dès réception, accompagné des actions correctives réalisées en cas de dépassement de valeurs limites

Il est précisé en outre que l'exploitant peut solliciter un aménagement de la fréquence de mesures périodiques, en lien avec les dispositions ministérielles prévues et le porter à connaissance évoqué au point de contrôle n°9 du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt

Prescription contrôlée :

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

Constats :

Les procédures de démarrage et d'arrêt ont été explicitées par l'exploitant lors de l'inspection et n'ont pas amené de remarque particulière de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modification du site – Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/1999, article 1.1, 30.2 et L.181-14, R.181-46 du code de l'environnement

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE du site et Modification du site

Prescription contrôlée :

Selon les dernières informations connues de l'inspection, et actées dans les arrêtés susmentionnés, le site est autorisé notamment, pour les rubriques suivantes :

Rubrique	Activité du site	Régime
2910-A1	<ul style="list-style-type: none">5 chaudières: 3 x 9,8 MW, 1 x 11,6 MW et 1 x 6 MW, dont 2 fonctionnant simultanément selon l'APC du 09/02/20093 groupes EJP de 4,7 MW (AP de 1999) et 3 groupes de secours de 2,59 MW soit une puissance thermique	A

	soit une puissance thermique nominale totale de $9,8 + 11,6 + 3 \times 4,7 + 3 \times 2,59 = 43,27$ MW	
2950-2a	T r a i t e m e n t e t développement des surfaces photosensibles- 80.000,00 m2/an	A
1700 1710 1720	substance radioactives - 1,7428 GBq -	A
:[autres rubriques à déclaration ou non classées...]		

Article 30.2 de l'AP :

[...] toute modification apportée à l'installation, au mode exploitation ou à son voisinage ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du préfet. Cette modification peut conduire à l'édiction de prescriptions complémentaires s'il y a lieu [...]

Article L.181-14 du code de l'environnement :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Article R.181-46 du code de l'environnement : :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32-1 et R.181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122-1-1, de l'article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45. [...]

Constats :

Suite à la dernière inspection du 28 février 2022, les constats principaux suivants avaient été formulés :

"(..) En tout état de cause, les modifications apportées à l'installation n'ont pas été formellement portées à la connaissance de l'inspection préalablement à leur réalisation; ces dernières sont à considérer a minima comme étant notables (...)

la rubrique 2950, liée au traitement et développement des surfaces photosensibles, était exploitée sous le régime de l'autorisation et l'exploitant a indiqué que cette exploitation avait été arrêtée depuis longtemps. L'inspection réalisée en 2004 abordait effectivement ce sujet, mais l'inspection n'a pu retrouver aucun dossier correspondant à cette cessation d'activité. (...)

Enfin, lors de la visite des installations, il a été constaté que l'une des chaudières du site (l'arrêté du 10/02/1999 mentionne 5 chaudières) a été retirée et n'est donc plus exploitée in situ. Selon l'exploitant, cela fait suite à la mise en place d'une chaudière biomasse sur le site voisin de Charles Perrens et qui fournit de la chaleur au site de Pellegrin. Aucun dossier de cessation d'activité n'a été fourni cependant."

Ces constats avaient conduit l'inspection à formuler les demandes principales suivantes :

"Il est demandé à l'exploitant, de fournir, sous un délai de 30 jours, un porter à connaissance (PAC) précisant l'ensemble des modifications réalisées depuis la dernière situation connue de l'inspection et précisée dans l'arrêté du 10/02/1999 modifié par l'arrêté du 09/02/2009. A cet effet, l'exploitant transmettra une mise à jour de la situation administrative de son établissement et procédera au déploiement des procédures administratives idoines pour régulariser la situation du site (application des articles R.122-2, R.181-46.... du code de l'environnement).(...)

Enfin, l'exploitant transmettra le mémoire de cessation totale de l'activité 2950 et partielle d'une des 5 chaudières (rubrique 2910). Ce mémoire devra préciser également les investigations environnementales menées dans ce cadre pour démontrer l'absence de pollution des sols et des eaux souterraines."

Au jour de l'inspection, aucun porter à connaissance n'avait été transmis par l'exploitant. Lors de

l'inspection, l'exploitant a remis un document intitulé "Dossier de porter à connaissance - Mise à jour classement ICPE/SEVESO et réponse au rapport d'inspection du 4 mai 2022" rédigé le 28 août 2023. Ce document confirme que la réalisation de ce dossier a été entreprise par l'exploitant. Ce document n'est toutefois pas finalisé (les pages 13, 15, 16, 18, 23 sont incomplètes) et il n'est pas détaillé la conformité du site par rapport aux prescriptions ministérielles applicables.

L'exploitant a informé l'inspection que la poursuite de ce travail était bien prévue en 2026 via la passation d'un marché auprès d'un prestataire. L'inspection a pris note de ces éléments en rappelant que l'absence de dossier de porter à connaissance de modifications complet reste une non-conformités passible de suite administratives de type mise en demeure. Cela étant, considérant que l'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches, il est proposé de laisser un délai avant d'envisager ces suites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant:

- **confirme, dans un délai de 30 jours, l'engagement de la prestation évoquée lors de l'inspection auprès d'un bureau d'études**
- **transmet, dans un délai de 3 mois, un dossier de porter à connaissance de modifications complet**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois